

LE CITOYEN DANS LA NOUVELLE GUERRE ASYMETRIQUE

LE CAS DU SENEGAL

Par Mamadou Mansour Seck, Général de corps aérien (Cr) & Moussa Ndour



Crédit Photo : Leral.net du jeudi 5 Avril 2018

POINTS SAILLANTS

- Les stratégies de prévention du terrorisme devraient mobiliser toute la société pour freiner le phénomène qui se nourrit toujours des vulnérabilités. Dès lors, la nécessité de promouvoir une réponse holistique s'avère comme une urgence.
- La réponse sécuritaire face à une menace préoccupante et changeante nécessite le renforcement de l'engagement citoyen et la sécurité collaborative à travers la mise en place d'une plate-forme inclusive d'action.
- Les actions citoyennes de lutte contre le terrorisme seraient prioritairement destinées aux lieux de culte, aux espaces d'apprentissage et d'éducation, aux réseaux sociaux et aux prisons, foyers privilégiés de la radicalisation.
- Les politiques de prévention du terrorisme devraient être menées en profondeur en s'appuyant sur une approche inclusive et un engagement citoyen ayant pour base initiale la famille.

Le contexte sécuritaire en Afrique est dominé, depuis une dizaine d'années, par la guerre contre le terrorisme. En effet, la vague de violence consécutive à la chute du régime du colonel KADHAFI s'est propagée à une vitesse vertigineuse dans le Sahel, la Corne de l'Afrique et le Bassin du Lac Tchad, faisant désormais de l'Afrique de l'ouest et du centre l'épicentre du terrorisme. Cette expansion vers l'Afrique s'est intensifiée avec la défaite militaire de l'Etat islamique en Irak et en Syrie, ayant conduit les groupes jihadistes à la recherche de nouveaux sanctuaires.



Face à cette situation inédite, les Etats élaborent de multiples réponses dont la plus prégnante demeure l'engagement massif de l'outil militaire pour circonscrire la violence.

Toutefois, l'évaluation de la lutte contre l'extrémisme violent laisse apparaître la nécessité d'élargir la palette des réponses aux populations, tant la guerre asymétrique les interpelle au premier chef. En effet cette menace asymétrique a démontré les limites des seules Forces de défense et de sécurité (FDS). Elle s'adresse aux acteurs de la sécurité et à l'ensemble de la société. D'où la nécessité d'une pédagogie sur l'esprit de défense au profit de l'ensemble de la population.

A la différence de la guerre conventionnelle symétrique où la guerre se faisait entre armées, entre bataillons et entre bateaux, la guerre asymétrique appelée aussi la guerre du faible au fort est plus fréquente. Depuis septembre 2001, l'armée américaine, la plus forte au monde, qui dépensait 2 milliards de dollars par jour, a été déstabilisée par 19 jihadistes par l'effet de la surprise.

Le Sénégal, épargné jusque-là par les attaques de type terroristes, reste néanmoins préoccupé par cette menace redoutable. En plus de son engagement, au Mali depuis 2013, à travers la MISMA, puis la MINUSMA, le pays se distingue par le professionnalisme de ses services de sécurité et le renforcement continu de son dispositif de défense aux frontières. Cette posture préventive tarde cependant à intégrer la pluralité des réponses qui s'offrent à elle, parmi lesquelles l'incorporation citoyenne des populations.

Ainsi, comment gagner en efficacité en faisant du citoyen un « acteur de sécurité », voire un « citoyen-soldat » dans la nouvelle guerre asymétrique qui déchire les Etats du Sahel ? Comment inculper l'esprit de défense aux citoyens afin de faciliter l'exercice de la mission de sécurisation des FDS ? Questions légitimes au regard de la relation historique¹ entre le citoyen et le soldat, tous deux soumis à l'impératif de défense des intérêts vitaux du pays, à savoir l'intégrité du territoire et la survie de la nation.

Si de prime abord la lutte contre le terrorisme est essentiellement l'affaire des professionnels de la sécurité (services de renseignement, police, armées, justice), la stratégie de prévention du terrorisme devrait, quant à elle, viser à mobiliser toute la société pour freiner le phénomène terroriste qui, rappelons-le, se nourrit toujours des vulnérabilités² pour s'incruster dans un pays, d'où la nécessité d'apporter une réponse holistique.

La présente note explore les voies et moyens d'engager les citoyens à côté des Forces de défense et de sécurité pour une prévention efficace du terrorisme au Sénégal. Tout en connaissant les modèles en cours en Europe, en Israël et au

Maghreb, elle préconise quelques mesures à prendre par l'Etat du Sénégal dans ses efforts de prévention et de lutte contre le terrorisme.

1. Etat des lieux de la prévention dans quelques pays

Dans la plupart des pays européens la prévention contre l'extrémisme violent est abordée sous l'angle idéologique et religieux. L'enjeu devient alors de bloquer la diffusion d'idéologies jugées extrémistes dans les espaces publics et les réseaux sociaux, en visant indifféremment l'extrémisme « violent » et « non-violent³ ». C'est le moment de souligner l'importance du renseignement humain⁴ c'est à dire Human intelligence et en abrégé HUMINT. C'est par le HUMINT que Oussama ben Laden a pu être localisé.



source : maxivyber.sk

Ainsi, la première approche qualifiée de sociale et communautaire⁵, a été expérimentée par la Grande-Bretagne de 2006 à 2010. Elle s'inspirait du modèle des Pays-Bas des années 2000. Dans cette approche, le processus menant à la violence extrémiste trouve ses racines dans un sentiment d'exclusion lié aux inégalités et aux discriminations. Sa prévention passe donc par des politiques

sociales, ainsi que diverses mesures visant à combattre le sentiment de frustration, et à établir des partenariats entre la police et les communautés⁶.

En France par exemple, le plan national de lutte contre la radicalisation violente mis en place depuis 2014, a permis de repérer les radicaux avérés ou potentiels non pas pour les dénoncer à la police, mais pour les accompagner en vue de les déradicaliser. Pour ce faire, le ministère de l'Éducation française a mis en place un dispositif d'écoute et de signalement⁷.

Au Maroc, l'effort a été mis sur la promotion d'une école non violente, mais plutôt accueillante et attrayante pour que les apprenants s'y sentent à l'aise. La politique de prévention de l'extrémisme violent du Royaume a porté sur le contenu des manuels scolaires, mais surtout sur un acteur principal qu'est l'enseignant transmetteur de connaissances et de sens. La sociologue Rahma Bourqia a montré l'importance de cet acteur dans la transmission de la radicalisation, se convertissant parfois en prêcheur dans les classes. Il est donc nécessaire d'interroger l'école et la manière avec laquelle elle transmet les connaissances. Mostafa Hassani Idrissi, professeur à la Faculté des sciences d'éducation à Rabat, a estimé que la réforme des programmes d'enseignement doit essentiellement cibler les matières à caractère idéologique comme l'instruction religieuse, l'histoire, l'éducation à la citoyenneté et la philosophie.

En Israël, le sentiment de pays assiégé est le mieux partagé, d'où la participation de la population à l'esprit de défense. La résilience du pays repose dans la compétence des services en charge de la lutte contre le terrorisme, leur réactivité, leur rigueur extrême, mais aussi dans la qualité du maillage territorial et une communication optimale entre tous ces services. Même si la technologie est venue bonifier le travail des hommes, Israël a très vite compris que rien ne vaut le renseignement humain⁸, fourni quotidiennement par les citoyens. Dans ce pays la notion de citoyen soldat est une réalité.

L'action de l'Etat du Sénégal dans la lutte contre le terrorisme pourrait s'inspirer des exemples susmentionnés et englober toutes les couches de la société. L'objectif est de cibler les sphères sociales agissant sur le comportement des individus et favorisant le combat contre les idées extrémistes. Enfin, pour adapter la réponse sécuritaire face à une menace préoccupante et changeante, il convient de renforcer l'engagement citoyen et la sécurité collaborative à travers la mise en place d'une plate-forme inclusive d'action⁹.

2. La promotion de l'engagement citoyen pour la prévention du terrorisme

Les actions citoyennes de lutte contre le terrorisme seraient prioritairement destinées aux lieux de culte, aux espaces d'apprentissage et d'éducation comme les écoles, et aux prisons parce qu'elles sont généralement des « foyers » de la radicalisation. Il convient alors, dans chaque domaine pertinent (social, religieux, éducatif, médiatique...), de mobiliser des personnes motivées et crédibles dont des sociologues, de s'assurer qu'elles comprennent l'esprit de la mission et disposent des outils nécessaires pour adopter les réflexes de sécurité.

En lançant une propagande ciblée de recrutement en direction de la jeunesse, les groupes terroristes ont bien compris l'importance de cette frange de la population qu'ils tiennent vaille que vaille à enrôler¹⁰. Il importe de prendre en compte le fait que le jeune est au croisement de divers milieux (familial, scolaire et universitaire, médiatique social et enfin professionnel). Il doit être éduqué et formé pour être réceptif aux exigences de l'Etat de droit¹¹. Les réseaux sociaux permettent aux jihadistes de convaincre les jeunes et de déformer leur croyance. Le rôle de l'environnement familial est extrêmement important pour le comportement de l'enfant. Lorsqu'un présumé terroriste est entre les mains des services de sécurité, il est important de ne pas se contenter de le sanctionner mais de chercher à connaître son environnement social, familial et son passé.

L'éducation, en général, et la formation professionnelle, en particulier, devraient rester une priorité du Gouvernement du Sénégal car elles constituent des moyens efficaces de lutte contre l'ignorance et l'extrémisme violent. C'est dans l'esprit des enfants qu'il faudrait installer la culture de la citoyenneté et de la paix. Face à la perte de repères d'une partie de la jeunesse, un réarmement moral national axé sur l'enseignement et une meilleure diffusion de l'essence des valeurs africaines seraient bénéfiques¹².

Dans ce cadre et pour contrer le prosélytisme religieux, l'histoire de la pénétration de l'Islam et du Christianisme et celle de leur reformulation pour intégrer les valeurs africaines (Charte du Mandé, recommandations de Ceerno Sileymaani Baal, les luttes des marabouts combattants et des rois ceedo contre le colonialisme...) nécessitent d'être revisitées et diffusées¹³.

La lutte contre le chômage des jeunes constitue également un moyen efficace pour contrecarrer les courants extrémistes. Raison pour laquelle, de nouvelles politiques d'emploi basées sur la promotion de l'auto-emploi et touchant des secteurs clés de l'économie comme l'agriculture, l'élevage, l'artisanat et le tourisme devraient être encouragées. Une stratégie ou le système éducatif doit adapter son programme en fonction des besoins réels de l'économie, ce qui éviterait de former des chômeurs diplômés. Au baccalauréat, les littéraires représentent 80% et les scientifiques seulement 20%.

Quatrième séminaire régional sur la Prévention de l'Extrémisme Violent - CHEDS/DFAE



Or nous sommes un pays en construction et nous vivons une période du chiffre et de l'information ; c'est ce déséquilibre qu'il faudrait corriger, d'une part et, d'autre part, nous devons nous préparer à l'ère du pétrole et du gaz en formant nos jeunes aux différentes disciplines dans ce domaine ; et aussi concevoir une stratégie nouvelle de sécurité pour contrôler les 210 000 km² de nos eaux territoriales offshore.

Dans la même veine, la place incontournable des femmes dans la famille et la société les prédispose à jouer un rôle majeur dans la prévention et le signalement. Souvent victimes dans les espaces domestiques et dans les zones de combat, elles sont affectées par les différentes formes de violence et sujettes à une extrême vulnérabilité physique et psychologique. Leur capacité à porter des initiatives de relèvement (économique et social) et de médiation sociale constitue une opportunité à saisir dans le cadre de la PEV¹⁴. C'est le cas des projets « Femmes Prévôts » et « Femmes et Maintien de la Paix » au Niger. Au Cameroun, l'action de MediaWomen4Peace a facilité le retour des repentis de Boko Haram grâce à l'implication des femmes.

En outre, il est aussi important de renforcer le modèle religieux national par la promotion du dialogue islamo-chrétien, la culture d'un islam authentique fait de paix et de solidarité. Un fait rare dans le monde qui se passe au Sénégal, est qu'on peut retrouver dans une même famille deux frères, l'un prêtre et l'autre imam. La réappropriation par la mosquée de son véritable rôle cultuel,

culturel, éducateur et social doit être renforcée. Aussi, l'introduction du thème de la prévention de l'extrémisme religieux dans les sermons des imams ainsi que le bon traitement des non-musulmans, eu égard à la tradition musulmane qui exige le respect d'autrui et de ses opinions.

Du reste, le combat contre l'extrémisme violent et le terrorisme a besoin aussi d'être mené par voie médiatique à travers le développement de contenus médiatiques déconstruisant le discours extrémiste ; la participation des intellectuels, autorités religieuses et spécialistes des questions sécuritaires aux émissions de radios, télévision etc., pour sensibiliser l'opinion sur les dangers liés à l'extrémisme violent, au terrorisme et autres actes connexes. Aussi, une forte médiatisation des opinions modérées des penseurs musulmans de renom dans des rencontres thématiques nationales et internationales, ainsi que le développement d'un discours et d'une communication ciblant spécialement les jeunes sont à promouvoir.

Il convient de reconnaître que les autorités sénégalaises portent une attention particulière aux mesures internes de prévention de l'extrémisme violent. Cependant, leur efficacité nécessite une plus grande collaboration entre acteurs de la sécurité et population.

3. Armée-nation : un moyen pour la prévention du terrorisme

Le lien Armée-nation assure le brassage de toutes les couches sociales, contribuant ainsi à renforcer l'unité nationale¹⁵. La discipline et la formation à la citoyenneté produisent des résultats au profit de l'intérêt général.

Le Général de brigade aérienne (2S) Ousmane Kane a examiné cette notion de manière approfondie. Pour lui, cette belle tradition « armée-nation », peut servir à anticiper, prévenir et le cas échéant faire face à la menace terroriste. Il suggère d'adopter une nouvelle posture stratégique axée sur la généralisation de l'effort de défense et de sécurité en mettant l'accent sur la jeunesse. Cette option permettrait de lutter efficacement contre le désordre, l'indiscipline, l'incivisme tout en offrant une plus grande employabilité aux jeunes sous l'encadrement des FDS du pays, dans un contexte sécuritaire dominé par l'instabilité et le désarroi des jeunes¹⁶. Le service militaire n'étant plus obligatoire, il serait bon de constituer un corps de réservistes de citoyens formés militairement et disponibles selon les besoins de l'Etat pour éviter une distanciation entre l'armée professionnelle et la nation.

En outre, le renseignement humain (HUMINT) et technique (ELINT) est un facteur indispensable pour mener cette guerre asymétrique. La collaboration de



Photo : Tweet de @PR_Senegal 2:18 AM 6 avril 2017

tous les citoyens conscients de la menace apparaît comme le meilleur moyen de prévention. Si tous les citoyens participent à cette mission à côté des professionnels de la sécurité, le succès est plus probable. En Angleterre la police Scotland Yard a éduqué les Anglais à informer systématiquement les autorités de toute anomalie constatée.

Chaque citoyen a donc un rôle à jouer dans la prévention d'un passage à l'acte violent en étant attentif à son environnement quotidien. Toute personne peut remarquer et signaler des faits, objets, comportements ou contenu illicite sur internet pouvant indiquer un potentiel danger pour la société. L'expérience a montré que de simples indices repérés par un passant ou par un voisin pourraient permettre de prévenir une attaque terroriste¹⁷. À ce titre, les chauffeurs de taxi souvent aux abords des gares, des aéroports ou d'autres lieux publics pourraient être associés à cette nouvelle mission à condition de les sensibiliser sur la menace et de les former sur les comportements et les agissements suspects à signaler.

Il convient enfin, de souligner l'importance des lanceurs d'alerte pour anticiper ou faire la lumière sur des actes terroristes ou des cas de financement du terrorisme. Ces derniers pourraient fournir des informations cruciales pour que les services de sécurité arrivent à prévenir des attaques ou un cas de financement du terrorisme¹⁸, toujours tenus secrets. Il faut cependant, se méfier des fake news qui pourraient égarer les opinions.

Conclusion

De ce qui précède, nous constatons que les politiques de prévention du terrorisme devraient être menées en profondeur en s'appuyant sur une approche inclusive et un engagement citoyen en commençant par la formation initiale au sein des familles. Elles concernent tous les secteurs et toutes les couches de la population, notamment les jeunes qui représentent plus de la moitié de la population. Ces derniers ont besoin de repères moraux et patriotiques en plus des raisons d'espoir pour un avenir meilleur. Qu'elle soit de type judiciaire, administratif ou préventif, la lutte contre le terrorisme pose la question du modèle de société. Cette approche inclusive, cible toutes les couches de la société. Elle prépare le citoyen à avoir des attitudes et comportements d'un soldat et de s'approprier l'esprit de défense. Une collaboration qui devrait être renforcée en tout temps et en tous lieux. De même notre stratégie nationale doit s'intégrer dans une stratégie régionale car le terrorisme ne connaît pas de frontières.



Notes

- ¹. Entretien avec le colonel (Er) Mamadou Adji du 19 juillet 2022.
- ² Rapport, Conférence sur la lutte contre le terrorisme et la prévention de la radicalisation violente organisée par l'Organisation internationale de la Francophonie, novembre 2016.
- ³ Francesco Ragazzi, la lutte contre la radicalisation ou deux formes de la pensée magique, Dans Mouvements 2016/4 (n° 88), pages 151 à 158
- ⁴ Entretien avec le Général de corps aérien (2S) Mamadou Mansour Seck, jeudi 25 août 2022.
- ⁵ Francesco Ragazzi, op.cit.
- ⁶ P. Thomas, Responding to the Threat of Violent Extremism, Bloomsbury Academic, Londres, 2012.
- ⁷ Communément appelés « cellules d'écoute », les dispositifs d'alerte et de signalement ont pour vocation d'écouter, analyser la situation et aider les agents à trouver une solution pour mettre fin aux pratiques discriminatoires et de harcèlement.
- ⁸ Léa Raso, « Le modèle israélien de lutte antiterroriste », Sécurité globale 2017/3, (N° 11), pp. 57-70, Novembre 2017.
- ⁹ Rapport général de la conférence nationale sur la sécurité collaborative au Sénégal, USIP, Dakar, 26 et 27 octobre 2021.
- ¹⁰ Intervention du Général de brigade aérienne (2S) Ousmane Kane sur le concept armée-nation : une opportunité pour la prévention de l'extrémisme violent au Sénégal, Séminaire CHEDS-DFAE, 28 mai 2022.
- ¹¹ Mamadou Mansour Seck, Nécessité d'une armée, L'Harmattan Sénégal, mars 2012.
- ¹² Intervention du Général de brigade aérienne (2S) Ousmane Kane, Op.cit.
- ¹³ Idem
- ¹⁴ Séminaire national sur le rôle des Forces de défense et de sécurité dans la PEV, coorganisé le CHEDS et DFAE, les 27 et 28 mai 2022, Dakar.
- ¹⁵ Jacques Lanxade, De la conscription à l'armée professionnelle, Dans Études 2005/3 (Tome 402), pages 321 à 331.
- ¹⁶ Youssoupha Mbargane Guissé, Comprendre la jeunesse et gouverner avec elle, le Témoin quotidien n°1743 du jeudi 8 septembre 2022, page 10 et 11.
- ¹⁷ Prévention de passage à l'acte violent et signalement de comportements suspects, <https://www.eure.gouv.fr/content/download/23671/158887/-file/R%C3%A9flexes%20Citoyens%20pr%C3%A9vention%20de%20passage%20%C3%A0%20l%27acte....pdf>, consulté le 06 septembre 2022.
- ¹⁸ Richard Chelin, L'affaire mauricienne rappelle que l'Afrique doit protéger ses lanceurs d'alerte, ISS Today, 04 février 2022.



REPUBLIQUE DU SENEGAL

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
ETAT-MAJOR PARTICULIER
CENTRE DES HAUTES ETUDES DE DEFENSE ET DE SECURITE**

LES AUTEURS

Mamadou Mansour Seck

est Général de corps d'armée aérien (Cr). Il a occupé les fonctions de Chef d'état-major de l'Armée de l'air puis de Chef d'État-major particulier du Président de la République. Il a également exercé les fonctions de Chef d'Etat-major Général des Armées du Sénégal et d'ambassadeur du Sénégal aux Etats-Unis. Il est présentement Président du Conseil d'administration du CHEDS.

Moussa Ndour

est titulaire d'un master en sciences politiques de l'Université Cheikh Anta Diop et d'un master en Défense Sécurité et Paix du Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS). Il est présentement chargé de programmes au CHEDS

A propos du CHEDS

Établissement public à caractère administratif, créé le 03 janvier 2013 et placé sous la tutelle de l'État-major Particulier de la Présidence, le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS) doit satisfaire les besoins de l'Etat en expertises sur des questions d'ordre stratégique liées à la protection des individus et des biens, à la politique étrangère, à la science, à la technologie et aux phénomènes économiques et sociaux.